

Note et appréciations du correcteur :

(FES) responsable des réchauffement
d'autres pays,
2050. Pour cela,
être en place
agents
opérateurs.

ÉPREUVE

de Note de Synthèse

N.B. - Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque pouvant indiquer la provenance de la copie

NOMBRE D'INTERCALAIRES : 2

Le GIEC (Groupement d'expert intergouvernemental sur l'évolution du climat) a publié le deuxième volume de son sixième rapport d'évaluation sur le climat début 2022. Il fait, une fois encore, état de l'urgence à prendre des décisions pour limiter au mieux le changement climatique qui a déjà des incidences dramatiques. Pour lutter contre cela, tous les agents économiques se doivent de réaliser des actions concrètes. Cette note vise à dresser les actions et politiques qui peuvent être mises en œuvre pour limiter l'impact de l'activité économique sur l'environnement.

Dans un premier temps, cette note décrira les actions et politiques mises en place par l'administration publique et les entreprises avant de voir, dans un deuxième temps, le rôle majeur des ménages dans la transition écologique et les difficultés que cela génère.

des efforts
sur le
usage

I. Le changement climatique: un défi majeur pour les pouvoirs publics et les entreprises

Depuis plusieurs années, la prise de conscience écologique est un enjeu majeur et des actions sont mises en place pour limiter au mieux le changement climatique.

I.1. Les orientations ambitieuses des pouvoirs publics

Il est acté de nos jours que le changement climatique est largement induit par l'Homme. Les conséquences de celui-ci peuvent être dramatique si rien n'est fait pour le limiter au maximum. Ainsi, limiter le réchauffement climatique à $+1,5^{\circ}\text{C}$ aura déjà des conséquences irréversibles en exposant des millions de personnes à un manque d'eau ou de nourriture, en augmentant fortement le nombre d'événements météorologiques extrêmes ou encore en impactant significativement la biodiversité.

En France, une stratégie nationale bas-carbone a été initiée en mars 2020 pour réduire progressivement les

émissions de gaz à effet de serre (GES) responsable des réchauffements climatiques. L'objectif, partagé avec d'autres pays, est d'atteindre la neutralité carbone en 2050. Pour cela, des réflexions sont notamment en cours pour mettre en place une tarification du carbone pour responsabiliser les agents économiques, même si la mise en place semble être complexe.

Toutefois, pour pouvoir bien agir et évaluer au mieux la situation actuelle et les besoins, l'Etat a besoin d'avoir à sa disposition des statistiques claires et incontestables. Ainsi, en France, le service des données et études statistiques (SDES) a pour objectif de publier dès 2024 des "comptes carbone" pour mesurer les émissions de GES sur le sol français, tout comme l'empreinte carbone des biens consommés en France. Avec cela, les pouvoirs publics veulent entretenir à l'initiative, soutenir et coordonner l'ensemble des actions en faveur de la transition écologique.

1.2. Bien engagés, les entreprises doivent encore accélérer.

Les entreprises, et notamment l'industrie, réalisent de nombreux efforts pour limiter leur impact écologique. Ainsi, les émissions de GES du secteur de l'industrie ont été pratiquement divisées par deux entre 1990 et 2019 pour atteindre 84 Mt CO₂eq. Ce secteur concentre toutefois encore près de 20 % des émissions de GES, principalement à cause des secteurs comme la chimie ou encore la métallurgie. Si l'on constate ainsi une baisse des émissions, les progrès ne proviennent pas toujours des acteurs les plus émetteurs.

De plus, pour inciter davantage les entreprises à faire

des efforts; les évaluations ne se basent plus uniquement sur la fabrication des biens mais également sur leur usage ainsi que sur l'organisation des services.

Un autre secteur est en pleine évolution pour limiter les effets climatiques : le tourisme. Ainsi la consommation liée aux hébergements marchands ou aux locations tout comme la construction de résidences secondaires a un impact significatif sur le climat. Des pistes ont été proposées pour améliorer cet impact en prônant d'avantage de sobriété, une meilleure efficacité énergétique ou encore une plus faible intensité carbone par unité d'énergie. Ainsi il est peut-être nécessaire de réaliser du tourisme plus local avec davantage de nature, proposer des plats végétariens ou encore des déplacements bas-carbone.

La sphère productive a un impact significatif sur le climat, toutefois, la consommation réalisée par les ménages est une des clés pour lutter contre le changement climatique.

II. Les ménages au cœur des efforts liés à la transition Écologique.

Les dépenses de consommation des ménages représentent 75% des émissions de GES. Réorienter cette consommation devient les clés primordiales.

II.1. Le changement de mode de vie: un défi majeur.

Le choix des individus déterminent trois quart des émissions nationales de GES. Il est ainsi très important de pouvoir influencer sur ceux-ci. La France a ainsi mis en place un budget de soutien à la transition écologique pour les

ménages d'une valeur de 57 milliards d'euros en mettant en place un bonus écologique, une prime à la conversion, une TVA réduite à 5,5% ou encore une aide à la rénovation *Nature Rénov*. Ces incitations ont pour but d'orienter les ménages vers une consommation plus écologique.

D'autres réflexions sont menées pour orienter ou mieux la consommation. Ainsi, certains pays comme le Royaume-Uni se sont interrogés sur la mise en place d'un permis individuel négociable qui donne droit à un certain montant de GES à consommer, bien que cela ait été abandonné pour cause de réalisation compliquée à mettre en place. Une version moins dure consiste à sensibiliser les ménages aux effets climatiques. Des effets de la sensibilisation sont toutefois moins efficaces que lorsque cela touche au porte-feuille des ménages. Les résultats sont ainsi assez divers selon l'acceptabilité des personnes. En effet, on remarque que le tri des déchets, bien que pouvant être gênant, est relativement bien pratiqué par les ménages, à l'inverse de l'isolation des murs, davantage laissée de côté. L'acceptabilité sociale, à savoir que les ménages acceptent de payer maintenant pour bénéficier de gains dans plusieurs années est ainsi difficile à maîtriser.

II.2. Un coût pour les ménages qu'il faut accompagner

Un des freins majeurs à la réussite du changement de comportement est le coût que cela représente pour les ménages. Changer sa voiture, isoler son logement ou encore consommer bio ne peut se faire sans accompagnement pour certains

Pour cela, l'Etat veut mettre en place un chèque vert qui permettrait à la fois de soutenir l'emploi en France, de consommer de manière plus écologique et de soutenir le pouvoir d'achat des plus pauvres. ^{De plus,} le chèque vert permettrait également de sensibiliser les ménages aux différents labels existants. Cette bonne idée est toutefois compliquée à mettre en place si l'on veut bien cibler les ménages qui en ont besoin tout comme les produits qui sont vraiment écologiques.

On constate en effet que la part des dépenses notamment énergétique ou pour le logement est bien plus grande pour les ménages les plus pauvres. Cela est d'autant plus problématique que les émissions de GES sont bien plus importantes à mesure que le ménage est plus riche.

Les pouvoirs publics ont ainsi fixé des orientations pour les années à venir pour limiter un maximum le changement climatique. Ils ont mis en place des règles ou des taxes touchant les entreprises, qui essaient de revoir leur mode de production ainsi que leur organisation, tout comme les ménages. Ces derniers sont centraux si les résultats souhaités se veulent d'être à la hauteur. Il est nécessaire de réorienter leur mode de vie tout en réussissant à accompagner les plus démunis.

La transition écologique est un des enjeux majeurs des années à venir. Dans le contexte actuel d'inflation record et de forte dépendance aux énergies fossiles, il peut être difficile de poursuivre

les efforts mis en œuvre. Il est ainsi nécessaire que les pouvoirs publics arrivent à stabiliser la situation mondiale pour que tous puissent participer à cet effort, sans quoi l'effort de quelques uns ne pourra être efficace.